



## Editorial

# Derrière les mots, les actes



**Grégoire Carasso,**  
Président PS  
Ville de Genève,  
Conseiller municipal

DB

Les Socialistes, emmenés par Sandrine Salerno et Manuel Tornare, ont été élus en 2007 comme première force politique en Ville de Genève. Après deux années de travail au sein d'une majorité de gauche, il est temps de faire le point et de mesurer le chemin parcouru.

### Un rendez-vous à part entière

Cet exercice de bilan de mi-législature mériterait de devenir un rendez-vous politique à part entière. Il permet, pour celles et ceux qui s'y prêtent, de tordre le cou à la vieille formule prussienne : « on ne ment jamais autant qu'avant les élections, pendant la guerre et après la chasse ».

### Les résultats sont là

Vous allez bientôt recevoir directement dans vos boîtes aux lettres un document de bilan, dans lequel nous présentons les réalisations socialistes des deux dernières années en Ville de Genève. Que ce soit pour les enfants, les jeunes ou les aîné-e-s, l'environnement, le logement social ou l'économie locale, la gestion de la dette, la promotion de l'égalité ou le rayonnement de Genève, les résultats sont là.

### Enthousiaste face aux défis

Les enjeux pour les deux années à venir ne seront pas moins conséquents : programme économique anti-cyclique, rayonnement de la Genève internationale, rénovation des immeubles locatifs, nouveau statut de la fonction publique, évolution des maisons de quartier, poursuite de l'augmentation des places de crèches, etc.

Dans un contexte global de crise marqué par les gaspillages, la précarisation et les pertes d'emplois, nous allons avec la même détermination continuer à nous engager, avec vous et pour vous, en faveur d'une politique centrée sur l'humain et la qualité de vie.

### Avec vous

Pour cela, nous avons besoin de toutes les forces disponibles. N'hésitez pas à nous rejoindre : [www.ps-geneve.ch/adhesion](http://www.ps-geneve.ch/adhesion)

## Dossier

# Quel avenir pour les Maisons de quartier ?



© aloys

Au cœur d'un véritable débat de société, le rôle des différents acteurs de la politique sociale de proximité et de la jeunesse est en question. En cinquante ans, les structures et les expériences se sont diversifiées : maisons de quartier, centres de loisirs, terrains d'aventure, locaux pour les ados, travail social hors murs, centres aérés...

Quels sont les enjeux actuels de cette politique unique en Suisse ?

Comment articuler une politique cantonale et les besoins spécifiques des quartiers et des communes ? Découvrez la diversité des points de vue socialistes et de quelques acteurs du terrain.

## Annonce

L'engagement  
ne nuit pas  
à la santé

[www.ps-geneve.ch/  
adhesion](http://www.ps-geneve.ch/adhesion)

psvg@ps-ge.ch |  
022 338 20 78 |

## Points forts

Cause toujours p.2

Actualités: les Socialistes font le bilan p.3

Dossier: Quel avenir pour les Maisons de quartier ? p.4-7

Comme une cause: Sur le terrain p.8-10

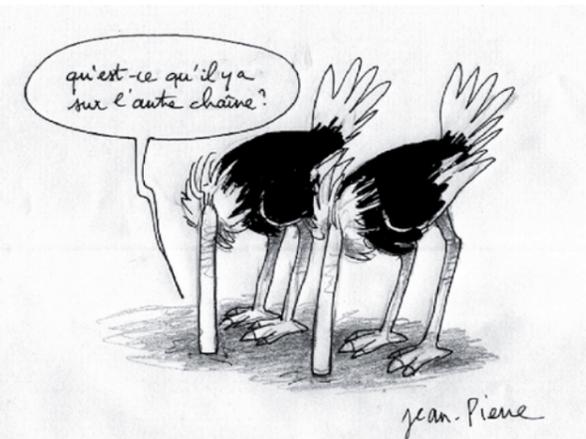
Grand Angle: De l'organisme à l'orgasme p.11

Portrait: Isabelle Brunier p.12

## Hétér-autruches

«Des jeunes UDC sombrent dans l'homophobie», titre un «gratuit» du 18 mai...

Comment peut-on «sombrier» là d'où l'on n'est jamais sorti ?



DR

## Fais le toi-même: perds la tête

Annonçant la démission du président et du vice-président de la Fondation pour l'agrandissement du musée d'Art et d'Histoire, après l'éviction de son directeur et la publication d'un audit ravageur, la «Tribune de Genève» du 13 mai titre : «La Fondation pour l'agrandissement du musée se décapite». Toute seule, comme une grande. Genève reste donc un grand centre d'innovation technologique: on vient d'y inventer la guillotine do-it-yourself.

## Le devant, le derrière, le Taser

Réagissant au refus de la commission parlementaire chargée d'examiner un projet de loi demandant de faire porter aux policiers genevois «un numéro de matricule clairement lisible sur les uniformes», de soutenir cette proposition, le député socialiste Alberto Velsaco s'est indigné : «Le pouvoir politique n'a pas à s'incliner devant les desiderata de la police. C'est choquant!».

Choquant? C'est surtout rituel...

«20minutes.ch» attribue d'ailleurs au Che Velasco un résumé plus sobre encore des rapports entre la police et la politique à Genève : «Le pouvoir politique a baissé son froc devant la police».

Et là, ça n'est plus ni choquant, ni rituel, mais très imprudent. Surtout si la police devait être équipée de Tasers.

## Débit de boisson 5 étoiles

«J'ai vu les plans» du futur établissement carcéral «Curabilis» pour cas psychiatriques, «et ils m'ont fait penser à un hôtel 5 étoiles», a proféré le chef du groupe radical au Grand Conseil genevois, Frédéric Hohl.

... il n'a pas l'intention d'y installer des stands en sous-traitant la vente de la bibine, tout de même ?

## Etre une presse libérée, tu sais c'est pas si facile

Joli titre de l'édito du «Courrier» du 2 avril, à propos du G20 : «Leurre de vérité». Que les journaux sérieux de la gauche qui pense juste se mettent au jeu de mot est réjouissant, et on attend avec une impatience non feinte que le «Monde Diplomatique» s'accorde au diapason rhétorique du «Canard Enchaîné». On n'a jamais besoin d'être chiant pour être convaincant.

## L'arroseur arrosé

Reprenant un refrain désormais largement connu à propos de l'insécurité en général, et des délinquants qui empoisonnent les Pâquis, le député radical Frédéric Hohl gémit dans la «Tribune» du 19 mai : «les prédateurs ont pris possession du domaine public»... Même de la Plaine de Plainpalais et du Bout du Monde ? Et sans payer ?

## Ground zéro

Présentant le projet de loi du Conseil d'Etat attribuant à la fondation du trou du stade de la Praille une subvention annuelle de deux millions et des poussières, le Conseiller d'Etat Mark Muller expliquait qu'il fallait «maintenant achever le travail et assainir durablement la situation». Ce sont les mots justes : «achever» et «assainir durablement». Le coup de grâce et le bulldozer, quoi.

## Chasse à cours

Ajoutant sur une page sa petite contribution à la chasse au Mugny, «Le Matin» du 16 mai propose un portrait du gibier, sous le titre «Le Mugny pour les nuls».

«Le Matin» connaît bien ses lecteurs.



DR

## Cachez ce 117 que je ne saurais voir

Les flics genevois font dans le paradoxe amusant: ils estiment («Le Matin Bleu» du 14 mai) que le port d'un matricule visible sur leur uniforme est «contraire au concept de proximité et ne favorisant pas l'ouverture et le dialogue».

Encore un peu et ils nous la joueront «je ne suis pas un numéro, je suis un flic liiiiiibre»...

## La décroissance joue les prolongations

Dans les «conditions» que le Conseil d'Etat fait mine de poser à la fondation du stade pour qu'elle puisse bénéficier de nouvelles largesses publiques, la plus belle est sans doute celle-ci : «La fondation s'engage à ce que les objectifs qu'elle poursuit et les actions qu'elle entreprend s'inscrivent dans une perspective de développement durable» (art. 8 du projet de contrat de prestation).

Vivement la décroissance.

## Ok podium

Patrice Mugny confie («La Tribune de Genève» du 20 mai) ne pas être «l'homme le plus délicat de la République».

Ben non, c'est Eric Stauffer.

## Le bruit et l'odeur

Dans la «Tribune de Genève» du 12 mai, un journaliste embarqué aux côtés de la police pour rendre compte d'une rafle aux Pâquis témoigne avec effroi de la dégradation du climat : «une odeur âcre et violente dans les sous-sols bétonnés de la police. L'odeur de la racaille».

C'est-à-dire l'odeur de la concentration de jeunes hommes ayant abondamment transpiré dans leurs godasses : une véritable odeur de chambrée d'école de recrues, quoi.

## A Taser, Taser et demi

Nous, citoyennes et citoyens, natives et natifs, habitantes et habitants, vous adressons donc, Magnifiques Seigneurs et Illustres Syndics, membres des petits et grands conseils de la Ville et de la République, ce placet par lequel vous prions - d'accorder aux Chasse-gueux de la Commune semblables droits et comparable arroi qu'aux gens d'armes du Guet de la République - adonc, d'accorder aux Chasse-gueux de la Commune arroi de Morgenstern à toutes fins que les édits de la Commune et de la République prescriraient, et sans nulle restriction qui ne serait pas semblablement imposée au Guet de la République dans l'usage de ses Tasers.



CAUSES COMMUNES - Bimestriel édité par le Parti socialiste de la Ville de Genève - 15, rue des Voisins - 1205 Genève - [www.ps-geneve.ch](http://www.ps-geneve.ch) - courriel: [felicien.mazzola@ps-geneve.ch](mailto:felicien.mazzola@ps-geneve.ch) - Coordination rédactionnelle: Félicien Mazzola, Virginie Keller, Sylvain Thévoz. Ont collaboré à ce numéro: Gabriel Barta, Charles Beer, Isabelle Brunier, Grégoire Carasso, Yves Delieutraz, Françoise Dupraz, Pascal Holenweg, Roman Juon, Aloys Lolo, Christian Lopez Quirland, Danièle Mazzola, Sandrine Salerno, Lydia Schneider-Hausser, Virginie Studemann-Wathier, Manuel Tornare, Nicole Valiquier.

Graphisme, maquette et mise en page : [www.atelierssud.ch](http://www.atelierssud.ch). Impression sur papier recyclé: cyclus offset, Imprimerie Nationale, Genève.

Causes Communes directement dans votre boîte aux lettres tous les deux mois pendant 1 an?

Seulement 10 francs!

Abonnez-vous en écrivant au PSUG!

par courriel: [psvg@ps-ge.ch](mailto:psvg@ps-ge.ch) | [www.ps-geneve.ch](http://www.ps-geneve.ch), rubrique journal |

## Bilan socialiste de mi-législature

**Après les mots, les actes !**

A l'occasion de la campagne municipale 2007, les Socialistes se sont engagé-e-s sur un programme ambitieux, convaincu-e-s que la richesse et la force de Genève résident dans la diversité de sa population, qu'il faut combattre les discriminations et permettre à toutes et tous de s'intégrer professionnellement et socialement et que c'est avant tout avec vous que nous pourrions améliorer la qualité de vie de notre Ville.

**UNE VILLE SOLIDAIRE**

Nous avons :

- > défini une véritable politique sociale du logement, claire et transparente pour les 5'000 logements sociaux de la Gérance immobilière municipale
- > poursuivi la création de places de crèche afin que l'obtention d'une place devienne un droit
- > créé un fonds chômage afin de soutenir des expériences novatrices en faveur de l'insertion socio-professionnelle
- > développé la Cité Senior et ses activités (cours, conférences, brunchs etc.)

**UNE VILLE SOUCIEUSE D'ÉGALITÉ**

Nous avons :

- > créé une ligne budgétaire pour soutenir des projets en faveur de l'égalité
- > prévu une antenne d'insertion et créé des places de stages afin d'accompagner les jeunes en rupture scolaire et/ou sociale
- > augmenté les places d'apprentissage au sein de l'administration (+60%)

**UNE VILLE RESPECTUEUSE DE L'ENVIRONNEMENT**

Nous avons :

- > soutenu la mobilité douce en finançant la création des nouvelles lignes de trams
- > élaboré un plan d'entretien et de renouvellement de notre patrimoine arboré
- > instauré la gestion écologique des parcs et espaces verts
- > mis en place d'une politique concrète et mesurable du développement durable

**UNE VILLE INNOVANTE ET BIEN GÉRÉE**

Nous avons :

- > assuré une bonne gestion des deniers publics
- > remboursé la dette à hauteur de 350 millions
- > redéfini la politique d'achat de la Ville afin qu'elle soit en adéquation avec les normes sur les marchés publics et le développement durable
- > soutenu des projets visant à promouvoir le secteur de l'économie sociale et solidaire

**UNE VILLE SPORTIVE**

Nous avons :

- > entamé la rénovation de la patinoire des Vernets
- > instauré une nouvelle politique des prix en faveur des familles
- > adapté les horaires de plusieurs installations sportives aux besoins des usager-ère-s
- > renforcé le soutien à la formation sportive

**UNE VILLE INTERNATIONALE**

Nous avons :

- > multiplié les liens avec la Genève internationale
- > développé avec Bâle et Zurich un projet de pavillon à l'Expo universelle de Shanghai en 2010 sur le thème de la gestion durable de l'eau
- > créé avec Lausanne et Neuchâtel la Coordination des villes de Suisse romande dans le but d'échanger et de mieux se coordonner entre villes

**UNE VILLE VIVANTE**

Nous avons :

- > relogé les artistes d'Artamis afin de maintenir la culture alternative en Ville et de permettre la construction de 300 logements
- > mis à disposition des arcades commerciales pour des expositions temporaires
- > organisé de nombreux événements et manifestations (festival arbres et lumières, fête des voisins, festival du développement durable, fête du sport, etc.)
- > transformé la Treille en piste de ski et installé une patinoire au parc des Bastions
- > développé l'installation de chaises longues dans les parcs et proposé au public un lieu animé et convivial à proximité de Baby-plage

**UNE VILLE PROCHE DE VOUS**

Nous avons :

- > mis à votre disposition des espaces de rencontre comme le « Lyon 99 »
- > organisé des « paroles de quartier » pour dialoguer avec les habitant-e-s
- > lancé deux contrats de quartier pour réaliser avec vous des projets concrets d'amélioration de votre espace de vie
- > favorisé des cafés-restaurants conviviaux à des prix abordables (Halles-de-l'île, Cottage, Ile Rousseau, etc...)
- > renforcé nos actions communautaires de proximité au travers des Unités d'action communautaire (UAC)
- > ouvert le Palais Eynard (Mairie) au travers de conférences et d'expositions
- > professionnalisé cinq ludothèques



Manuel Tornare et Sandrine Salerno, élu-es socialistes au Conseil administratif

## Bilan socialiste de mi-législature

**Engagement et conviction**

Nicole Valiquer, cheffe de groupe du Parti Socialiste au Conseil municipal, nous fait part, dans un billet engagé des actions du groupe socialiste et de ses horizons de lutte futurs.

Nicole Valiquer,  
Cheffe de groupe  
de 2007 à 2009**De la nécessaire union de la gauche**

A l'heure où il est coutume de se méfier du « politique », voire de le dénigrer ; il faut relever l'engagement de l'ensemble du groupe socialiste pour défendre le programme « Ma ville à cœur » sur

lequel il a été élu. La presse se focalise parfois sur les ténors des partis, mais il ne faudrait pas pour autant oublier le long travail collectif de chaque groupe du Conseil municipal, que ce soit dans les commissions ou les séances plénières.

**Travailler ensemble**

J'ai tenu, comme cheffe de groupe, à garantir la cohésion et la cohérence de l'ensemble des élu-e-s socialistes au-delà des individualités et des personnalités de chacun-e, en gardant comme ligne de conduite la défense de notre programme pour une société où se déclinent les valeurs d'égalité et de solidarité. Bien sûr, il y a des moments où nos discours, nos attitudes et nos propositions ont pu manquer de lisibilité, mais non de fermeté et

d'honnêteté dans l'accomplissement de notre travail d'élu-e-s.

**L'union comme le conflit font la force**

Cette dynamique a été possible en réaffirmant que l'Alternative (PS, AGT, Verts) est une force qui gagne quand elle est unie et que celle-ci assume et doit assumer de ce fait une responsabilité sociale certaine, d'autant plus indéniable que l'Alternative est majoritaire en Ville. Certes, des différences, source de tensions traversent les partis de l'Alternative, mais celles-ci fondent la richesse de nos positions. De la même façon, la recherche de compromis avec les forces des partis politiques de bords différents n'est pas un tabou quand on répond aux besoins collectifs et que l'on sait garder son âme. Le

conflit reste créateur, fécond et même inspirant, quand le respect du politique et des personnes est présent.

**Prêt-e-s pour les prochains défis**

Ces deux prochaines années seront cruciales, car la crise économique et son cortège d'inégalités sociales exigent de nous des propositions encore plus ciblées et une imagination renouvelée. Les Socialistes, qui ont apporté un appui sans faille à leurs deux magistrats, sur les dossiers sensibles comme le règlement de la Gérance immobilière municipale, la municipalisation des crèches ou les prestations municipales OCPA sauront relever d'autres défis, aux différents échelons d'intervention qui sont les leurs. C'est notre engagement, c'est notre conviction.

Les loisirs au temps jadis

## Distractions enfantines et juvéniles au temps de Calvin

*A quoi s'occupaient les enfants et les jeunes gens, à Genève, aux XVI<sup>e</sup> et XVII<sup>e</sup> siècles ? Evidemment, il n'existait pas de structures organisées comparables aux maisons de quartier et centres aérés de notre XXI<sup>e</sup> siècle, mais les registres du Conseil nous fournissent quelques renseignements sur leurs jeux et activités, encouragés ou décriés...*



**Isabelle Brunier,**  
Historienne et  
Conseillère municipale

Comme souvent, on en sait un peu plus sur les passe-temps des garçons que sur ceux des filles. Celles-ci restaient sans doute souvent confinées à la maison, aidant leur mère dans les tâches ménagères : lessive, couture, cuisine, soins à la fratrie etc. On les trouve cependant partageant les plaisirs et les jeux de leurs camarades mâles. Ces distractions variaient au fil des saisons, en fonction de la douceur ou de la froidure du climat. Les anciennes fêtes religieuses, bien que considérées comme « papistiques

et idolâtres » donnaient aussi l'occasion de se réjouir, à la campagne surtout. C'est ainsi que l'on voit, en mars 1547 et 1548, au Grand-Saconnex et à Genthod, des enfants perpétuer la vieille tradition des « Failles » ou des « Brandons », au grand dam de Calvin et du Consistoire. Tout comme le « Feuillu », ou les « petites épouses de mai » ces rituels visaient à chasser l'hiver et à accueillir le printemps en brûlant les vieux rebuts, en fleurissant les fontaines et en récoltant les œufs et autres ingrédients d'un grand goûter. Le tout accompagné de déguisements et de chants !

### Activités estivales

Avec l'été, c'était aux joies de la baignade

qu'enfants et adultes, filles et garçons, s'adonnaient sans vergogne, se laissant dériver, au fil du courant entre les places de Longemalle, Molard et Fusterie, suscitant chaque année l'ire des pasteurs et des « gens honnestes ». Ils empruntaient mêmes les « seringues » destinées à combattre les incendies, en vue de mieux se gicler, offrant le spectacle de leur nudité, complète ou partielle, aux passants.

Durant les chaudes soirées du mois d'août, au moment où femmes et filles « tillaient » le chanvre, c'est dire séparément la partie ligneuse, la chènevotte que l'on brûlait sur place (d'où des effluves sans doute euphorisants) de la fibre, elles chantaient « des chansons sales et profanes », tandis que les garçons venaient les effrayer, pour rire, masqués et tirant des pétards... Le tout se terminait parfois en dansant, comme dans les « vogues » des villages catholiques voisins, tel Presinge, où des cortèges de jeunes citadins se rendaient chaque année !

### Jeux guerriers

Les jeux de quilles, de billes, de balles, bien que souvent interdits, étaient pratiqués par les garçons, qui désertaient le culte et le catéchisme pour eux. Ils

aimaient aussi se battre et des épisodes évoquant des bandes provenant des différents quartiers, armées de bâtons, et s'attaquant mutuellement, ne sont pas rares. Cette énergie « guerrière » était toutefois canalisée en de véritables exercices quasi militaires, se déroulant sur la plaine de Plainpalais et présentés parfois aux ambassadeurs étrangers. Ainsi, en 1584, lors du renouvellement de la combourgeoisie avec Berne et Zurich, une compagnie de 200 enfants se produisit, pour le divertissement des alliés. Des « papeguay », soit des concours de tirs, étaient organisés pour les enfants sur le modèle de ceux destinés aux adultes.

### Activités hivernales

Avec l'hiver, revenaient le temps des luges, parfois tirées par des chevaux, et des courses folles à travers la ville. Les batailles de « paumes » de neige ne faisaient pas que des heureux, surtout quand un docte pasteur ou régent du Collège se retrouvait pris pour cible ! Les plaisirs étaient simples et saisonniers, les jeux parfois taquins ou turbulents et malgré les injonctions du Consistoire, la vie semble avoir été moins austère et rigide que le tableau brossé par les historiens du XIX<sup>e</sup> siècle, en quête du mythe de la Genève pure et roide !



© www.ork.ch

Le débat cantonal

## Quel futur pour la FASE ?

*Cet automne le Grand Conseil a voté une loi concernant la FASE. Au-delà d'un changement structurel, ce sont bien les enjeux de la future politique cantonale de la jeunesse qui doivent être débattus.*



**Lydia Schneider-Hausser,**  
Députée

La modification de la loi cantonale relative aux centres de loisirs et de rencontres et à la Fondation genevoise pour l'animation socioculturelle attribuée aux représentants du canton et des communes la majorité des voix du conseil de fondation. Même si cette modification de loi concernait principalement l'organisation de la structure de la FASE, le

Conseiller d'Etat Charles Beer a annoncé que des modifications plus profondes étaient nécessaires : « Il faut trouver des règles de fonctionnement qui nous permettent de mettre en évidence nos priorités. Et quelles sont nos priorités - j'entends par « nos », celles des communes et celles de l'Etat ? Il s'agit de lutter contre les inégalités et, ainsi, de permettre à l'ensemble des acteurs concernés par le dispositif d'égalité des chances dans notre canton - à savoir l'enseignement spécialisé, l'animation socioculturelle, le réseau d'enseignement prioritaire - de concourir au même objectif, soit de préserver, en dépit des inégalités, le lien social et donc l'avenir des jeunes qui sont les plus fragiles dans notre canton. »

### Des structures de plus en plus complexes

Le premier enjeu important de cette réforme se jouera dans l'équilibre, à trouver, entre l'intervention « de réparation », l'intervention éducative et le maintien de lieux de rencontre non-stigmatisants. Rien ne sert de s'occuper, d'accompagner des personnes désinsérées, s'il n'existe pas un espace pour accueillir leur évolution. Le dispositif devra réinventer un lieu où TSHM\* et animateurs socioculturels travaillent en réelle complémentarité. Dans ce contexte, il est important de relever que la culture n'est pas un luxe, mais un besoin fondamental de l'être humain, indispensable au renforcement de son identité.

La « Commission de gestion allocation des ressources » de la FASE n'a pas attendu cette révision pour modéliser et manager la place des professionnels. A consulter les documents émanant de ce groupe, la FASE va devenir un service sérieux où chaque centre au vu d'une population X et du type d'activités prioritaires Z aura un nombre de travailleurs sociaux et d'animateurs Y. Pour piloter tous ces tableaux, il faudra engager un ou des chefs de services qui trouveront les termes adéquats pour désangoisser les financeurs !

### Respecter les professionnels

Le deuxième enjeu important est la place des professionnels. S'ils ne sont que des fonctionnaires d'un service public, corvéables et déplaçables à souhait, les quarante ans de vie associative n'auront

servi à rien. Ces professionnels issus de formations sociales ont un rôle primordial et intrinsèque à leur formation, l'organisation doit leur accorder confiance et une autonomie d'action suffisante pour leur permettre d'anticiper, d'être perméables et réactifs aux changements rapides des problématiques rencontrées dans leur quotidien de quartier. Ils doivent impérativement être proches et en lien avec une population sur un territoire donné.

« L'effet boule de neige » a également commencé et devrait aboutir à la rédaction d'un projet institutionnel. Espérons que cela donne un beau bonhomme de neige et ne nous fasse pas trop froid dans le dos...(!).

### Respecter les associations

Le troisième enjeu que j'aborderai est le devenir des associations. Après la blessure infligée à beaucoup de citoyennes et citoyens actifs et ne comptant pas leur énergie et leur temps donné à la cause, il faudra redéfinir leur place. La richesse d'actions locales ancrées dans les quartiers pourra-t-elle survivre ?

Pour l'instant, au-delà des groupes de travail et rencontres proposées par la Fédération des Centres de Loisirs et de Rencontres, la grande question pour beaucoup est de savoir s'ils vont continuer ou partir. La FASE pourrait-elle tourner sans les bénévoles des comités ?

\* Travailleurs sociaux hors murs

## Contexte et enjeux

**Quel avenir pour les Maisons de quartier ?**

*Le réseau social de proximité rassemble des structures et des projets très diversifiés et de multiples partenaires : l'Etat, les communes, les comités de bénévoles, les professionnel-le-s. Les institutions et les projets répondent à de nombreux besoins et à une population hétérogène constituée d'enfants, de jeunes, d'adultes et d'ânés.*



**Virginie Keller,**  
Députée

La Fondation genevoise pour l'animation socioculturelle (FASe) gère 22 maisons de quartier et centres de loisirs, 9 terrains d'aventure, 13 centres de rencontres pour les ados, 24 centres aérés pour les enfants et 46 locaux pour ados et projets hors murs. Environ 35 communes sont concernées par des projets. En terme budgétaire, l'Etat investit 18 millions et les communes 18 millions, dont environ 11 millions pour la seule ville de Genève. Concernant les usagers et usagères, on y retrouve environ 40% d'enfants, 35% d'ados, 25% d'adultes (chiffres 2006).

**Diversité ou cohérence, faut-il choisir ?**

La FASe se retrouve aujourd'hui victime de son succès. Le développement des institutions et des projets dans les communes du canton et les quartiers de la Ville soulève des questions sur la future gestion de notre politique sociale de proximité et de la jeunesse. Est-il possible de conserver des structures et des projets adaptés aux quartiers et aux communes et en même

temps d'élaborer une politique cantonale qui garantit à toutes et à tous les mêmes prestations ? Est-il possible de garder la souplesse et la réactivité de petites équipes autonomes et en même temps d'assurer des missions de bases communes et cohérentes ? Est-il possible de laisser les comités de bénévoles gérer les structures et en même temps de professionnaliser ces mêmes structures et les rendre efficaces ? Comment articuler les nouvelles nécessités sociales, comme par exemple, le travail social hors murs (TSHM) qui va à la rencontre des jeunes dans la rue, ou les Unités d'action communautaire (UAC) qui s'attachent à créer des projets dans les quartiers au fil des besoins des habitant-e-s ?

**Des missions contradictoires ?**

La FASe est une structure particulière car elle rassemble dans son conseil de fondation les quatre partenaires : comités de bénévoles, professionnel-le-s, Etat et communes. Ces partenaires n'ont pas toujours les mêmes priorités et les discussions concernant les missions dévolues aux structures gérées par la FASe s'annoncent difficiles. Face à la volonté de l'Etat d'harmoniser les missions, de développer l'articulation avec les établissements scolaires et de lutter contre l'exclusion des

jeunes, il existe d'autres volontés : garder des lieux de mixité sociale et intergénérationnelle dans les quartiers, développer la dimension culturelle, permettre à la population de s'emparer des institutions et de les faire évoluer.

**Animation ou intégration ?**

Devra-t-on diminuer les activités familiales ou intergénérationnelles pour s'occuper des jeunes en rupture ? Doit-on se concentrer sur les missions essentielles ou doit-on dégager de nouveaux moyens financiers et développer d'autres projets ?

Si ces questions agitent la République, c'est bien que tout le monde s'accorde sur le fait que les maisons de quartier ne peuvent remplir toutes ces missions avec les structures et les moyens actuels.

**La maison collective**

La maison de quartier, c'est l'endroit où l'on fête son anniversaire, où les ânés rencontrent des plus jeunes, où l'on fait des devoirs, de la musique, des fêtes, des débats, où l'on va au théâtre ou au concert. C'est l'endroit où les enfants sont en sécurité lorsque les parents travaillent, où les ados se retrouvent parfois tard le soir. C'est la maison collective des habitant-e-s. Ce qu'ils et elles en font. C'est un lieu où se côtoient des humains d'origines sociales, culturelles et d'âges différents. Ancrées dans des réalités diverses, elles ont développé des personnalités spécifiques.

Aujourd'hui, les enjeux politiques exigent que nous fassions le bilan de cette politique. Pour préparer l'avenir. Avec la diversité des partenaires !



© Oto2 Pré en Bulle

## Maisons de quartier et politique sociale

**Outil d'insertion des jeunes ?**

**Christian Lopez Quirland,**  
Conseiller municipal

*Christian Lopez dresse une cartographie précise des différents enjeux actuels concernant les maisons de quartier. Il s'attache à définir quels rôles peuvent leur être dévolus et ce que l'on est en droit d'en attendre.*

En tant qu'acteurs privilégiés de la cohésion sociale de proximité, les maisons de quartier sont en première ligne pour analyser les changements sociaux et déterminer les nouveaux besoins des citoyens. Depuis quelques années, les maisons de quartier sont confrontées à une nouvelle problématique, celle des jeunes en rupture. Il y aurait à Genève entre 1000 et 2000 jeunes en rupture de scolarité et/ou en phase de désinsertion. On comprend alors pourquoi cette thématique est au centre des débats actuels. Car enfin, quel doit être le rôle des maisons de quartier ? Quels outils doit-on utiliser pour les développer ? Doivent-elles devenir des structures d'insertion ?

**Un environnement en mutation**

Les animateurs des maisons de quartier, à travers leurs activités, sont témoins de la dégradation socioéconomique inquiétante de certains jeunes et assistent à leurs ruptures scolaires. De plus, lors d'une crise, ce sont essentiellement les jeunes qui en pâtissent le plus. Les portes des entreprises se ferment, les stages se font rares et les conditions pour trouver une place d'apprentissage sont de plus en plus difficiles.

Dans ces conditions, certains pensent que les maisons de quartiers devraient intégrer pleinement cette problématique des jeunes aux profils extrêmement complexes. Certaines voix proposent même que les maisons de quartier deviennent de véritables centres d'insertion, ce qui, à notre avis, serait une erreur.

Les maisons de quartier ont donc un rôle central à jouer. Il reste à savoir comment elles s'inscrivent dans un processus global d'insertion et où s'arrêtent leurs interventions.

**Quelles missions pour les maisons de quartier ?**

**Prévenir :** Les animateurs et le personnel des maisons de quartier sont sur le terrain et connaissent souvent très bien

les jeunes qui se trouvent en phase de désinsertion. Dès lors, il est important de renforcer les activités liées à la cohésion sociale, en lien avec la population. Pour y parvenir, des moyens financiers supplémentaires doivent être dégagés.

**Diagnostiquer :** Il s'agit de déterminer et d'identifier les jeunes qui parviennent dans un processus de rupture et d'accompagner ceux qui le sont déjà. Les animateurs jouent un rôle essentiel. Ils prodiguent des conseils et intègrent pleinement les jeunes aux activités des maisons de quartier.

**Guider :** Au quotidien, les animateurs aiguillent les jeunes afin qu'ils intègrent les différentes structures d'insertion. Il est important que les travailleurs sociaux puissent connaître pleinement les structures cantonales actives dans leur domaine. Aujourd'hui, cet aspect du processus se fait de manière informelle et souvent uniquement grâce à un engagement très fort des différents acteurs. Il serait bon de « formaliser » cette partie de l'intervention.

**Suivre :** Permettre aux animateurs d'être informés de l'état d'avancement des jeunes dans leurs processus d'insertion doit faire partie intégrante de leur mission, ceci afin de prévenir d'éventuels décrochages.

**Redéfinir la mission, oui, mais dans la participation**

Pour atteindre ces objectifs, les collaboratrices et collaborateurs des maisons de quartier, ainsi que les travailleurs sociaux hors mur (TSHM), doivent être pleinement intégrés à la réflexion, à l'élaboration des objectifs et à la définition des moyens humains et financiers mis à disposition. Cette mission doit s'inscrire dans une véritable politique cantonale et communale d'insertion des jeunes. A cet effet, la commission cantonale qui traite de ce sujet présentera des propositions générales qu'il s'agira d'adapter et de mettre en œuvre. La concertation, le partenariat et l'écoute des acteurs doivent être au centre de notre action.

Parascolaire et maisons de quartier

## Après l'école

Yves Delieutraz relève l'incontestable succès du GIAP (groupement intercommunal pour l'animation parascolaire) et questionne ici son articulation avec la FASE, ainsi que les nouveaux défis que ces structures devront affronter prochainement avec l'appui de l'Etat.



**Yves Delieutraz,**  
Ex-responsable au  
service parascolaire

### Les succès du GIAP

En préambule, nous tenons à préciser que le GIAP (groupement intercommunal pour l'animation parascolaire) accueille actuellement, et la fréquentation est en constante augmentation depuis dix ans, plus de 10'000 enfants dans ses restaurants scolaires et plus de 2000 enfants aux activités surveillées de fin de journée. Il ne s'agit donc pas d'un accueil marginal mais d'une prestation de service public très utile aux familles à laquelle les communes, même si

certaines y rechignent, se doivent d'offrir les meilleures conditions de travail.

### Quels liens le parascolaire a-t-il avec les maisons de quartier, et la FASE en général?

Hormis le fait que les animateurs parascolaires et les moniteurs des centres reçoivent une même formation au CEFOC (centre de formation continue), et que des contacts existent entre les directions du GIAP et de la FASE, il n'existe pas de liens institutionnels entre les activités parascolaires et les maisons de quartier. Certes, des relations ont été tissées ici ou là en fonction des affinités des personnes travaillant sur le terrain. Mais aucune base constitutionnelle ne contraint les acteurs de la FASE et du

GIAP à collaborer ensemble et à diversifier leurs activités de prise en charge des enfants de l'école primaire. Malgré la volonté affichée par leurs responsables respectifs, les deux institutions ne sont pas parvenues à modifier leur organisation interne et le statut de leur personnel. A ce jour, rien n'est comparable.

Que ce soient les salaires ou les vacances, les conditions d'engagement ou les périodes probatoires, tout diffère d'une institution à l'autre. Chacune a gardé sa structure hiérarchique propre. De plus, les personnels travaillant dans les deux organismes peinent à obtenir un emploi stable et digne de ce nom, sans compter les tracasseries administratives qui en découlent.

### Un rapprochement entre le parascolaire et les maisons de quartier est-il souhaitable?

Les futures modifications de l'horaire de l'écolier vont engendrer des besoins importants en encadrement péri et parascolaire. Ces modifications seront autant d'occasions

de proposer aux familles un encadrement de qualité qui aille dans le sens d'une revalorisation du temps extrascolaire bénéficiant aux enfants. En vue d'optimiser tous les moyens financiers à disposition, GIAP et FASE, de concert avec d'autres organismes privés ou publics, auront tout intérêt à coordonner leurs actions. Dans cette optique, on peut imaginer un encadrement des plus petits par le GIAP en fin de journée et les mercredis, voire durant les petites vacances et, dans le même temps, un accueil des plus grands par les maisons de quartier, en lien avec des organismes sportifs et culturels.

Les animateurs diplômés des maisons de quartier pourraient alors jouer un rôle central au sein de chaque commune et/ou quartier, en vue de dynamiser une prise en charge locale respectueuse des besoins des usagers (la demande n'étant nécessairement pas la même aux Pâquis ou à Versoix). L'Etat, et donc le DIP, (Département de l'Instruction publique) devant nécessairement rester les garants de cette nouvelle politique.



© oto2 de Pré en Bulle

Une clé de l'intégration sociale et culturelle

## Bénévolat et citoyenneté

Les maisons de quartier et les centres de loisir sont des associations constituées de membres bénévoles. Virginie Studemann-Wathier interroge le rôle des bénévoles et leur intégration dans les projets de quartier.



**Virginie Studemann-Wathier,**  
Bénévole, Vice-présidente  
PS Ville de Genève

Etre bénévole, c'est être un citoyen ou une citoyenne engagé-e, actif/ve plutôt que passif/ve, acteur et actrice plutôt que consommateur ou consommatrice!

Etre bénévole dans un comité de gestion, c'est acquérir des compétences pour devenir des citoyens et des citoyennes capables d'animer une séance, de pren-

dre la parole, d'écouter, de construire un consensus, d'accepter une majorité, de connaître nos institutions.

Etre bénévole, c'est participer à l'équilibre des pouvoirs politique, administratif et financier. Ne dépendant d'aucune hiérarchie, les bénévoles ont une liberté d'expression qui permet d'alerter ou de questionner et oblige à écouter, à négocier. Si c'est parfois difficile à gérer pour le pouvoir institutionnel, c'est une pratique nécessaire pour que notre démocratie reste vivante.

### Une identité de proximité

Offrir des espaces pour la population est une chose mais l'intégration ne signifie pas juxtaposer des communautés. L'animation socioculturelle présuppose une autre forme d'intégration : se mélanger, construire une communauté «les habitant-e-s du quartier» en intégrant nos différences et en construisant un patrimoine commun de valeurs et de règles de vie. Ainsi l'expérience vécue à l'échelle du quartier est un premier pas de la citoyenneté. Avec la profonde conviction que notre identité se construit d'abord dans la plus forte proximité avant de s'exprimer à l'échelle de notre ville, de notre canton, de notre pays qu'il soit ou non d'adoption.

La vraie question n'est donc pas se savoir si on doit se passer ou non des bénévoles dans les maisons de quartier mais bien comment les accueillir et les intégrer véritablement.

### Pour un renouveau du bénévolat

Force est de constater aujourd'hui la fragilité du bénévolat et un certain déficit participatif. Rappelons que ces difficultés sont largement imputables à l'évolution de la FASE (Fondation pour l'Animation Socioculturelle) : multiplication des outils de gestion, compression du temps d'animation, nouvelles missions. Quel est le temps d'animation consacré au bénévolat et à la vie de l'association ?

Pour reconnaître l'importance des bénévoles, il faut octroyer du temps d'animation pour les recruter, soutenir les comités et développer des formations. Puisque la démocratie participative est un objectif politique, établissons la participation bénévole comme une mission à part entière.

Une autre solution est de déléguer une partie des tâches de gestion à des professionnel-le-s, soit intégré-e-s au centre de quartier, soit rattaché-e-s à la FASE et détachés de manière ponctuelle en fonction des besoins, soit en externalisant.

Une tentation serait de «libérer» le comité des tâches de gestion. Mais l'expérience de la délégation à la FASE des ressources humaines n'est pas toujours convaincante. Manquant de transparence, certaines décisions de la FASE semblent parfois relever du bon vouloir de l'institution. Cette attribution de ressources apparaît dans certains cas comme un moyen de pression sur des comités jugés pas «assez conciliants».

### Clarifier les rôles de chaque partenaire

Les attentes des habitantes et habitants sont plus fortes, la demande de contrôle des dépenses publiques et l'assurance de certaines prestations sont légitimes. Pour y répondre, chaque partenaire doit prendre sa part de responsabilités et l'institution «FASe» doit montrer l'exemple (le projet institutionnel a été imposé aux centres alors que la FASE n'a pas fait le sien, idem pour la comptabilité analytique!). Il faudra donc redéfinir les tâches de la FASE, en faire la garante des objectifs et un pôle de compétence pour les associations.

Participation citoyenne, intégration, mixité sociale autant de principes socialistes qui se réalisent au sein des maisons de quartier. Pour l'avenir, nous devons donc faire du bénévolat une mission à part entière avec des moyens spécifiques et ainsi donner envie aux habitantes et habitants de s'engager.

Un nouveau projet pour la FASE

## Faut-il brûler les maisons de quartier ?

*Cette impertinence vous choque ? Elle a le mérite d'exprimer tout haut certains bruissements de couloirs qui foisonnent çà et là, affichés notamment par celles et ceux qui pensent que le modèle a vécu, en oubliant d'ailleurs que les maisons de quartier sont des lieux d'évolution et de changements permanents.*



**Manuel Tornare,**  
Conseiller administratif

Nées dans la foulée des grandes mobilisations urbaines des années 70, qu'elles ont d'ailleurs contribué à réguler en particulier à Genève, les maisons de quartier sont un pilier de la cohésion sociale : favoriser le lien social en suscitant la rencontre, impliquer les habitants dans le développement de projets collectifs... ces actions sont au cœur de leur mission.

### Les Maisons de quartier incarnent la participation citoyenne

Elles font ce travail depuis plus de 30 ans et le font bien. Gérées par des comités de bénévoles élus par des assemblées générales d'habitantes et d'habitants des quartiers, elles intègrent les besoins des gens et incarnent la « pratique » de la participation dans un contexte politique où l'on est plus habile à manier le « discours » de la participation.

Joli préambule pour dire que tout est parfait dans le meilleur des mondes ? Ce n'est pas mon propos. Dans l'histoire des

institutions, il arrive que la routine l'emporte sur la créativité ; que le goût du confort prenne le pas sur la combativité et... que l'on souffre d'une certaine impuissance à s'adapter à de nouveaux défis. Les maisons de quartier n'échappent pas à ce danger. Je souhaite en parler avec elles de manière constructive mais sans tabou.

### Des moyens conséquents

Les 15 maisons de quartier de la Ville de Genève mobilisent d'importants moyens : plus de 11 millions de subventions municipales, 160 animateurs et animatrices, moniteurs et monitrices, ainsi qu'une cinquantaine de personnes pour assurer le travail administratif et technique, soit plus de 100 postes en équivalent plein temps.

Il s'agit là de ressources considérables que la Ville de Genève ne saurait engager sans s'interroger sur le « retour sur investissement » ou, dit plus élégamment, sur la « valeur ajoutée » qu'apporte l'action des maisons de quartier à la « politique de la ville ».

### Construire dans l'échange

La discussion est ébauchée au sein de la Fondation pour l'animation socio-

culturelle (FASe) qui vient d'ouvrir un chantier autour d'un projet institutionnel. La Ville de Genève en est partie prenante et tient donc à lancer sa propre démarche avec les maisons de quartier qui agissent sur son territoire. Je pense que mon rôle est de contribuer au débat cantonal fort de la dynamique que peuvent apporter les comités et le personnel des structures Ville. Je veux les écouter certes, mais j'attends aussi qu'ils entendent que la Ville de Genève souhaite poser un cadre stratégique et donner plus de force à :

> la cohérence du travail socio-éducatif et aux synergies à développer avec les partenaires (GIAP et autres partenaires associatifs et institutionnels) pour l'encadrement para et périscolaire des enfants ;

> la convergence des actions en faveur de la jeunesse ;

> l'évolution des maisons de quartier en maisons citoyennes et leur positionnement

par rapport aux autres intervenants de proximité à l'échelle des quartiers, qu'ils soient municipaux, cantonaux ou associatifs.

Il s'agit de construire un échange au sein duquel la Ville de Genève interviendra dans la légitimité de son rôle.

### Une opportunité pour consolider la richesse de l'action socio-culturelle

Le personnel des maisons de quartier devrait saluer positivement le retour de l'instance politique au cœur du débat. Et s'en saisir comme d'une opportunité de consolider les axes fondamentaux qui font la richesse et la force de l'action socio-culturelle et socio-éducative à Genève.

Les maisons de quartier, faut-il le rappeler, sont un moyen et non un but, un outil pour un projet de société juste et durable.



© www.ork.ch

Une véritable politique cantonale de la jeunesse

## Un nouveau départ pour la FASE !



**Charles Beer,**  
Conseiller d'Etat

1500 jeunes de 15 à 25 ans sollicitent actuellement l'aide sociale et le chômage. Parmi eux une très large majorité n'a achevé ni ses études, ni sa formation professionnelle. La crise financière et ses conséquences sur l'emploi plongent déjà davantage de jeunes dans la précarité.

### Retrouver la confiance des jeunes en rupture

Nous devons être en mesure de proposer à ces jeunes une reprise de leur formation pouvant aboutir à une qualification. Pour y parvenir, nous devons prévoir aides financières et conseils en orientation. Mais en amont, sur le terrain, la confiance de ces jeunes doit être acquise. Nous devons les connaître pour les convaincre de ne pas décrocher, de rattracher. Nul n'est mieux placé que les employées, les employés et les bénévoles de la FASE pour répondre à ces attentes !

### Nouvelles missions pour la FASE

En septembre 2008, le Conseil d'Etat a souhaité que la FASE soit associée et s'implique dans le dispositif d'aide aux jeunes en rupture qu'il a décidé de mettre en place. En effet, l'expérience accumulée durant 50 ans par les maisons de quartier, les centres de loisirs et les jardins Robinson est essentielle au développement d'une nouvelle politique pour les jeunes.

Plus largement, il s'agit de lutter contre les inégalités sociales, d'améliorer notre système d'assistance éducative, c'est pourquoi la Fondation devrait aussi s'insérer dans le Réseau d'enseignement prioritaire (REP), participer aux réflexions engagées sur l'extension de l'horaire scolaire au primaire. Enfin, une unité d'éducatrices et d'éducateurs a intégré la FASE pour assister les mineurs ayant commis des délits et leurs familles - en vertu du nouvel article 13 du Code pénal des mineurs.

Dans ses nouvelles tâches, la FASE sera amenée à collaborer avec les communes, les établissements scolaires, les fondations pour l'éducation spécialisée.

Dans son travail d'insertion elle pourra aussi s'appuyer sur l'Office de la jeunesse, l'Office pour l'orientation, la formation professionnelle et continue, l'Office cantonal de l'emploi et l'Hospice général. C'est un véritable réseau qui est mis sur pied. Mener une politique de gauche aujourd'hui, c'est renforcer le service public en le rénovant, en améliorant son efficacité, en lui confiant de nouvelles missions, en l'évaluant pour parfois renoncer à des prestations devenues obsolètes ou secondaires.

### Davantage de missions et de moyens

Nous ne voulons pas moins de FASE, nous en voulons davantage, des activités ciblées, réparties sur le territoire. L'Etat et les communes souhaitent une plus grande solidarité et une complémentarité entre les centres, entre les travailleurs sociaux et les éducateurs hors murs, aussi.

Le contrat de prestation qui lie la FASE à l'Etat pour les années 2009 à 2011 scelle cette volonté et par ailleurs le Gouvernement a souhaité augmenter la subvention cantonale annuelle. Ces actes confirment la confiance des autorités dans la FASE.

J'ai rencontré ces derniers mois de nombreuses reprises les différents partenaires de la FASE, je me suis engagé à ce que toutes et tous puissent activement participer aux nécessaires réflexions qui devront déboucher sur une réorganisation majeure. Fin 2008, la Fondation a décidé de se doter d'un projet institutionnel qui renforce le sentiment d'appartenance entre partenaires, améliore sa gouvernance et réforme ses structures. Je suis convaincu que nous vivons un moment très important pour le bien des jeunes et des moins jeunes de notre canton. Les liens sociaux se tisseront plus que jamais autour de l'école et de nos maisons de quartier.

Maison de Quartier des Acacias

## Des maisons comme des ponts

Gabriele Fantini est animateur à la Maison de Quartier des Acacias. Lors de la Fête de quartier «La rue est à vous», Françoise Dupraz et Gabriel Barta l'ont interrogé sur le rôle et la portée des maisons de quartier. Son témoignage engagé d'homme de terrain donne un éclairage «de l'intérieur» sur l'impact dans la cité des maisons et de leurs animateurs.

Propos recueillis  
par Françoise Dupraz  
et Gabriel Barta

Tout d'abord, quel est votre public cible?

**Gabriele Fantini :** Le comité et l'équipe ont pris une option il y a longtemps établissant le tout public intergénérationnel comme usager. Pour nous, les enfants, parents et grands-parents sont un groupe indissociable. C'est donc une approche globale que nous défendons.

Quelles sont vos principales activités?

**G.F. :** Nos activités visent à occuper le temps libre des enfants et des ados, et à travers celles-là à établir un lien avec les parents. Nous avons par la suite constaté que beaucoup de ces derniers ne pouvaient inscrire leurs enfants aux centres aérés. Nous avons donc décidé de mener des activités extra-muros pour les atteindre.

Comment envisagez-vous vos missions?

**G.F. :** J'aimerais changer la mauvaise image actuelle de l'adolescent en créant des ponts entre ceux-ci et les adultes, afin de lutter contre les a priori. Durant

cette fête de quartier par exemple, c'est la jeunesse qui a porté une partie des activités. Cela donne une image positive de l'adolescence.

A-t-il un équilibre entre animation et travail social?

**G.F. :** «Équilibre» n'est pas le mot juste, car les deux ne se distinguent pas de cette manière. Le travail social se fait par l'animation à travers des gens qui connaissent les ados et leurs besoins afin de les faire accepter en tant que personne par les autres habitants. Cela, c'est en soi un travail d'insertion.

Quelles sont les articulations avec les services sociaux par exemple?

**G.F. :** Nous avons un rôle d'aiguilleur vers les services de la Ville et du Canton, et parfois d'alarme sur certains types de souffrance. On peut par exemple être amené à avertir la Protection de la jeunesse ou d'autres services. Mais il nous faut garder une indépendance (envers un tuteur, un tribunal,...) afin que les jeunes se sentent libres et ne trouvent

pas uniquement en nous des exécutants des décisions de l'autorité.

Le métier change-t-il?

**G.F. :** Oui. C'est de plus en plus codifié et réglementé. Il y a des tensions partout. Après une dizaine d'années d'expérience avec des enfants et des ados, je trouve que l'on est de moins en moins dans l'animation et de plus en plus dans l'éducatif.

Les enjeux aujourd'hui des maisons de quartier?

**G.F. :** Nous devons veiller à garder le côté associatif, afin que les gens du quartier, les bénévoles, naturellement proches des besoins des usagers, puissent gérer les activités. Ils sont les meilleurs garants pour que l'on ne soit pas utilisé à des buts politiques.

Quel est le rôle de la FASE?

**G.F. :** D'après la charte, elle doit être la garante de nos objectifs. Elle doit nous accompagner, nous soutenir, afin que l'entièreté de ceux-ci se réalise.



© Félicien Mazzola

### ADRESSES DES MAISONS DE QUARTIER EN VILLE DE GENEVE:

ACACIAS, rte des Acacias 17, 1227 Acacias, 022 342 72 72  
CHAMPEL, av. Peschier 32, 1206 GE, 022 789 59 79  
EAUX-VIVES, ch. de la Clairière 3, 1207 GE, 022 736 72 71  
JONCTION, av. de Ste-Clotilde 18, 1205 GE, 022 708 11 70  
PÂQUIS, rue de Berne 50, 1201 GE, 022 909 88 99  
PLAINPALAIS, rue de la Tour 1, 1205 GE, 022 418 46 00  
SAINT-JEAN, ch. du François-Furet 8, 1203 GE, 022 418 91 50  
VIEILLE VILLE, rue Chausse-Coq, 1204 GE, 022 311 00 61  
SERVETTE, rue Schaub 47, 1202 GE, 022 734 06 33

LOCAL ADOS: 3, rue du Village-Suisse, 1205 GE, 022 328 95 14

Site internet de la FASE: <http://www.fase-web.ch/>

Un projet citoyen pour les Charmilles

## Construire ou détruire: il faut choisir

Roman Juon témoigne d'une lutte menée avec succès pour empêcher la construction d'une tour dans un quartier populaire. Du rassemblement populaire est né un projet alternatif pour un véritable lieu de vie et de rencontre destiné avant tout aux habitant-e-s du quartier. Ce succès n'aurait pu voir le jour sans la mobilisation de militant-e-s décidé-e-s, il en appelle au renouvellement des actions à l'avenir, et pourquoi pas à un nouveau modèle pour l'avenir des Maisons de quartier?



Roman Juon,  
Architecte

A la fin des années 2000, la section ville du Parti socialiste a décidé de s'engager pour empêcher la construction nocive d'un immeuble au 99 rue de Lyon. Le

quartier de l'Europe-Charmilles était en fin de réalisation. La perspective d'un immeuble de plus de 7 étages, oppressante.

Construire par la concertation

Des falaises de logements, de bureaux et de commerces bouchaient déjà l'horizon avec à leur pied des espaces publics trop exigus. Le quartier vivait dans une inquiétude certaine. Il fallait installer d'urgence un centre d'accueil pour

jeunes, une crèche et un centre de loisirs. Nous avons constitué un groupe de travail formé d'habitants, d'enseignants, d'élèves, du concierge et de représentants des associations du quartier pour élaborer un projet alternatif. Nous avons développé un projet visant à ramener la hauteur de l'immeuble à construire sur un étage sur rez-de-chaussée afin de construire sans détruire.

Pétition socialiste menée avec succès

Le Parti socialiste Ville de Genève a ensuite organisé une récolte de signatures au pied du 99 rue de Lyon en décembre 2000 avec le soutien des habitants. L'action a été menée avec succès. La pétition demandait de poursuivre la construction de l'immeuble prévu, mais sur un étage seulement et d'y installer des équipements sociaux. Elle a été déposée au Conseil municipal et discutée en commission avant d'être votée et acceptée le 20 février 2001.

Le Conseil administratif a suivi la demande et soumis au Conseil municipal une proposition d'ouverture de crédit de

plus de 11 millions pour dédommager les propriétaires du manque à gagner. Les Verts ont convaincu une majorité de voter pour 2 étages, ce qui nous a obligés à les suivre. L'immeuble a donc globalement été réalisé selon nos revendications.

Une maison au service du quartier

Il est à relever que cet édifice fonctionne pratiquement comme une maison de Quartier. Les services de Manuel Tornare, Conseiller administratif socialiste, ont installé des cuisines scolaires, une crèche, des locaux pour jeunes et des lieux de rencontre pour les habitants dans celui-ci.

Nous espérons qu'à l'avenir de telles actions pourront être à nouveau menées dans d'autres quartiers. Avec un bon relais et d'entente entre les membres de l'Alternative au Conseil municipal, les Conseillers administratifs socialistes Sandrine Salerno et Manuel Tornare, il y a beaucoup de luttes à mener pour le bien-être global de notre collectivité et encore bien des succès à cueillir.

## Maison de Quartier de la Jonction

# La FASe est-elle encore en phase ?

*Désireux de donner la parole aux travailleurs du terrain social, nous sommes allés à la rencontre de Martine Gremaud et Silvio Albino de la Maison de Quartier de la Jonction afin de dialoguer à bâtons rompus sur les enjeux actuels et les rôles tenus par la Maison de Quartier en lien avec les décideurs politiques et les besoins des citoyens. Sans tabous ni pincettes, la base questionne et confronte ici le pouvoir politique dans ses prises de position.*

**Propos recueillis  
par Sylvain Thévoz**

**MAISON  
QUARTIER  
JONCTION**

## Quelle est la situation des maisons de quartier aujourd'hui ?

**MQJ:** Si on fait un petit historique et que l'on remonte à la création de la maison de quartier en 1968, on est aujourd'hui dans une période difficile. La Maison de Quartier revendique d'être une maison de Quartier justement, pour ses habitants. Notre mission est que les gens se sentent importants et concernés par la vie collective. Dans ce sens, nous ne voulons pas être réduits à envisager des actions uniquement pour les jeunes. On travaille tout azimut sur le collectif pour que les gens pas comme les autres s'intègrent et que les gens « comme les autres » les accueillent.

## Comment collaborez-vous avec le pouvoir politique ?

**MQJ:** Nous sommes dépendants du système public, puisque notre financement en dépend. Notre mission est de susciter des solidarités, mais aussi de construire des résistances et d'accélérer les processus de proposition. Cela peut se faire avec les magistrats, mais cela peut aussi se faire contre. On peut aussi ne pas être d'accord et le signifier d'une manière constructive. L'exemple de la presse est illustratif de notre propos. Une presse indépendante et de qualité est garante d'un bon système démocratique. Il en est de même pour les associations. Nous craignons le populisme, qui est de supprimer les intermédiaires et donner au peuple l'illusion qu'il a le pouvoir.

## Avez-vous le sentiment d'être entendus par le pouvoir politique ?

**MQJ:** L'ancien magistrat Rossetti nous traitait de « Soviets de Quartier ». Nos politiciens, s'ils défendent la « démocratie participative », n'aiment pas plus que cela les contre-pouvoirs, car ils peuvent être gênants. Yvette Jaggy, ancienne municipale rose de la ville de Lausanne nous disait que les politiciens se font manger leur pouvoir par en haut et par en bas ; le haut étant l'économique et le bas le peuple. A notre avis, si le haut dévore, le bas est lui plutôt du côté des dévorés que des dévoreurs. Nous constatons qu'un fossé se crée entre décideurs et travailleurs du

terrain. On demande à la Maison de Quartier de jouer aux pompiers alors que notre travail est de prévenir, plutôt que de guérir dans l'urgence. Nous dénonçons une dérive poussant au contrôle social. Or, nous ne sommes ni des flics ni des pompiers mais des animateurs socioculturels.



© Sylvain Thévoz

## Vous craignez une sorte de taylorisme social, de sectorisme ?

**MQJ:** Oui. Pourtant nous sommes constitués en association et ne dépendons pas directement de l'Etat. Nous avons donc théoriquement une marge de manœuvre supplémentaire. C'est cela qui nous permet aussi d'œuvrer dans des processus de contestation et de résistance, qui nous rapprochent des citoyens. Nous décrivons ici une idéologie gestionnaire transversale à tous les partis politiques. La LIAF en a été l'illustration en travaillant sur le modèle de la sous-traitance, et en institutionnalisant en quelque sorte l'achat du travail social aux associations. De plus, les cahiers des charges sont pour nous des carcans administratifs. On nous demande des budgets provisionnels sur 4 ans, mais cela ressemble aux plans quadriennaux de l'ancienne URSS ! Comment voulez-vous, dans une dimension si fine et volatile que les relations sociales planifier sur 4 ans ? Nous ne savons pas ce qui naîtra demain de ce quartier, ni de quoi il aura besoin. Pour reprendre le titre de l'ouvrage de Vincent de Gaulejac, nous devenons malades de la gestion.

## Pouvez-vous l'illustrer par un exemple ?

**MQJ:** En 2003, Manuel Tornare a donné l'impulsion pour que le réaménagement du parc Gourgas se fasse. Il y a eu pendant 6 mois des rencontres à tous les niveaux et un engagement populaire très fort. Arrivé en 2009, que constate-t-on

? Rien n'a été fait ! Et les gens, déçus se retournent en partie contre la Maison de Quartier qui a stimulé l'engagement. Pour nous, le temps de la vie des gens n'est plus compatible avec le temps de la machine. La machine est lourde, elle pèse de tout son poids sur ceux qui sont en bout de

aussi l'imprévisibilité. Tout n'est pas planifiable, maîtrisable.

## La dimension culturelle est une partie importante de votre travail ?

**MQJ:** Oui, pleinement. Pour nous, elle est centrale. Parfois, nous craignons sa disparition au profit d'une pure animation sociale. Les décideurs ne comprennent plus la différence entre ce qu'ils pensent qu'il faudrait faire et ce que l'on sait que l'on doit faire.

## Quelles sont vos orientations politiques ?

**MQJ:** Nous ne faisons pas de politique partisane, mais de la politique entendue comme la défense de la chose publique au sens républicain du terme (res publica). Nous œuvrons pleinement pour la démocratie participative. Personne, dans la maison, n'a la carte d'un parti.

## La question de la FASe semble délicate.

**MQJ:** On est en bagarre avec la FASe. Parce que la FASe a imposé les mêmes tarifs pour toutes les Maisons de Quartier sans nous consulter. Or, personne ne fait la même chose, et il y a des disparités totales dans l'offre. Une autre mauvaise bonne idée fut de vouloir faire payer les gens en fonction de leurs revenus. Nous défendons une politique de tarifs bas, et de préférence la gratuité, en conformité avec l'article 2 de la Charte Cantonale.

La Maison de Quartier a donc refusé d'appliquer les tarifs que la FASe voulait appliquer. Parce que si les parents devaient payer, ils le pourraient à peine. La FASe est dans une logique centralisatrice avec la bénédiction des pouvoirs politiques. Nous pensons que le risque est de perdre un acquis datant de plus de 40 ans et qui est l'indépendance des associations et leur capacité de percevoir les besoins et exigences des gens afin de les relayer aux politiques et non l'inverse.

chaîne et les écrase. Tout ce temps pris pour l'administratif est rongé sur l'action sociale. L'Etat nous renvoie aux privés pour chercher de l'argent. Bien, nous sommes d'accord d'y aller, mais que l'on nous laisse du temps pour le faire et que l'on ne nous le retire pas de notre engagement social.

## Avec qui travaille la Maison de Quartier ?

**MQJ:** Nous avons développé beaucoup de partenariats. Nous sommes en lien avec les associations qui composent le filet socioculturel du quartier, avec les travailleurs sociaux hors-murs (TSHM), les unités d'actions communautaires (UAC), etc. Mais on travaille avant tout avec des gens, pas avec des unités. C'est l'envie de mettre du temps et de l'énergie qui est déterminante avant tout et conditionne le succès des partenariats.

## Pouvez-vous nous présenter une réalisation particulière de la Maison de Quartier ?

**MQJ:** Nous sommes engagés dans la confection d'une fresque au Square Cité-Jonction avec les élèves de l'école. Parti d'une idée folle, 3 ans après, nous avons déjà couvert 300 mètres carrés ! Nous sommes allés chercher 40'000 francs à droite et à gauche. Pourtant, au moment de commencer, on n'aurait pas pu le planifier. C'est en avançant que se fait le chemin ! C'est la rencontre d'un enthousiasme et d'une énergie qui l'a rendu possible. Le travail social rencontre

**Causes Communes directement dans votre boîte aux lettres tous les deux mois pendant 1 an ? Seulement 10 francs !**

**Abonnez-vous en écrivant au PSUG !**

15 rue des Voisins | 1205 Genève |  
par courriel: [psug@ps-ge.ch](mailto:psug@ps-ge.ch) |  
ou directement en ligne:  
[www.ps-geneve.ch](http://www.ps-geneve.ch), [rubrique journal](http://rubriquejournal) |

# PROJET ASSOCIATIF

Association Pré en Bulle

## Une cascade de confiance

Pré en Bulle est une association extraordinaire en ce qu'elle revendique l'ordinaire : favoriser le lien social entre les quartiers des Grottes, Cropettes et Montbrillant, en stimulant le tissu associatif et collectif, mais surtout en pensant sa pratique dans une dimension culturelle sociale et politique pour tout public. Dans un temps de changements et de réajustements, soumis à des pressions institutionnelles, Augustin Guardiola (membre du comité, président cette année) et Didier Arnoux (animateur socioculturel) présentent les lignes de force de leur association.

Propos recueillis par  
Sylvain Thévoz

### Quelles sont les caractéristiques de Pré en Bulle ?

**Pré en Bulle :** La caractéristique principale de Pré en Bulle est la mobilité. Depuis la création, nous n'avons pas de lieu de résidence attribué. Nous sommes dans une démarche associative forte, collective, en lien avec d'autres Maisons de Quartier. Nous fonctionnons avec un comité, un bureau de 4 personnes doté d'une présidence tournante et trois animateurs socioculturels. Nous sommes actifs en

les personnes âgées comme des extra-terrestres. Une fête de quartier dans laquelle les gens vont être mélangés fait le lien entre les générations. Au-delà de l'urgence du traitement des crises, nous valorisons le travail en amont.

### Cette action peut-elle être quantifiée ?

**PeB :** Concernant la qualité de vie, Genève est régulièrement dans le peloton de tête des villes les plus agréables. Est-ce que la confiance donnée aux associations et le fait que l'on écoute les gens, qu'ils aient leur mot à dire dans les institutions influe sur cette qualité de vie ?

n'ont pas de structure associative. Ils dépendent de l'Etat, et non d'un comité associatif.

### Avez-vous l'impression que des acquis sont remis en question ?

**PeB :** On a le sentiment que l'on a construit pendant dix ans et que depuis deux ans nous défendons cette confiance qui nous a été accordée par la charte cantonale et les statuts de la FASE. Nous craignons la remise en cause de la confiance donnée à l'association et une institutionnalisation de nos structures.

### Avez-vous le sentiment d'assister à une rigidification du système ?

**PeB :** Dans l'association, nous ne sommes pas dans des rapports de pouvoir mais de négociation des conflits. L'équipe d'animation permet au comité d'entrer dans des dynamiques créatives puisées dans le quartier, et l'équipe d'animation développe sa créativité grâce à un comité qui respecte son indépendance. Le rapport est un rapport de discussion et d'échange, à l'horizontale. Cela, nous tenons à le conserver.

### Quels sont vos liens avec la FASE (fondation genevoise pour l'action socioculturelle) ?

**PeB :** Nous recevons les décisions administratives directement du secrétariat de la FASE à l'équipe d'animation. Notre comité est court-circuité. Le risque en est la hiérarchisation. Nous avons une représentation à la FASE, mais au niveau du pouvoir décisionnel, nous n'existons quasiment pas. Il est rare qu'avant une démarche administrative, on vienne nous demander ce que nous en pensons.

L'institution a des mécanismes de pouvoir sur nous à travers la subvention. Si nous devenons dépendants des décisions d'autrui, notre identité va changer. Nous avons été blessés par les arguments développés dans la nouvelle loi, c'est vrai. Le « qui paie commande » est mal passé. D'abord parce que ce sont les habitants du quartier qui paient, ensuite, parce que le fait de dire que nous avons une gestion anarchiste était un mensonge. Nous rendons des comptes chaque année et nous avons une gestion horizontale.

### Comment aimeriez-vous voir évaluer PeB ?

**PeB :** Nos activités mobiles, notre démarche d'aller vers les gens plutôt que d'attendre que les gens viennent à nous est un axe fort que nous voulons conserver. Nous avons beaucoup réfléchi par rapport au fait d'avoir un lieu fixe. De la même manière que le parc des Cropettes est à tous, si nous avons des locaux, nous chercherons à continuer à travailler en réseaux, avec d'autres associations, vers l'ouverture. Nous aimerions aussi travailler avec des artistes contemporains, dans un projet culturel visant à décloisonner les espaces.

### Avez-vous un mot à dire aux décideurs politiques ?

**PeB :** Aujourd'hui, sur fond de crise économique, nous respirons l'air des dynamiques verticales et utilitaires. Mais le débat actuel à notre avis c'est de savoir quel rôle et quelle confiance on veut donner aux associations. Nous voulons conserver des modes de fonctionnement horizontaux tels qu'ils sont nommés dans la charte cantonale. Celle-ci montre en effet que les associations font confiance au citoyen qui va déterminer les lignes d'intervention.



© Gaelle Augé

lien surtout avec le quartier des Grottes dans lequel on se trouve. C'est un quartier vivant et PeB reflète cela. Réactivité, souplesse, inventivité sont nos maîtres-mots. Nous nous organisons en fonction des demandes et des temporalités sociales. L'association nous fait confiance et nous faisons confiance en retour. Pré en Bulle, c'est une cascade de confiance qui coule !

### Quelle est votre population cible ?

**PeB :** S'il y a un sujet porteur aujourd'hui au niveau politique, c'est les jeunes. Les jeunes en échec, en détresse. Nous y avons pensé depuis longtemps et nous accordons de l'importance à l'inter-générationnel. En effet, il est vital que les personnes âgées n'aient pas peur des jeunes et que les jeunes ne voient pas

Nous croyons que oui. Ce serait stupide de sectoriser en travaillant avec les jeunes d'un côté et les vieux de l'autre, avec des spécialistes pour chaque population. On perdrait alors toute la force du lien social. Les Maisons de quartier travaillent sur le long terme et le lien social localement. En temps de crise, ce lien, c'est une valeur sûre.

### Comment envisagez-vous l'arrivée sur le terrain depuis une dizaine d'années de nouveaux acteurs sociaux ?

**PeB :** Les travailleurs sociaux hors murs, l'unité d'action communautaire, les assistants sociaux éducatifs, les ludothécaires sont une présence pleinement légitime. Ils sont utiles. La différence, et ce n'est pas une défense corporatiste, c'est qu'ils



<sup>1</sup> Charte cantonale de la FASE.  
<http://www.fase-web.ch/site/fondation/Lachartecantonale/index.htm>

### Association Pré en bulle

Rue de Montbrillant 18  
1201 Genève  
Tel : 022.733.37.33  
Fax : 022.733.41.56  
info@preenbulle.ch  
[www.preenbulle.ch](http://www.preenbulle.ch)

Acteurs de notre propre liberté

## De l'organisme à l'orgasme

La phrase de Barack Obama a fait le tour du monde en un clin d'œil : « Yes we can ». Phrase performative qui rendait à toutes celles et tous ceux qui s'y reconnaissaient le pouvoir moteur et la foi dans le changement. Bien souvent rendu impuissant ou déconcerté, déconnecté de la chose publique, l'individu retrouvait par là l'initiative dans les lieux de démocratie active qui sont les siens (l'école, les maisons de quartier, l'université, la rue, le parti, son corps, son foyer), et non uniquement dans la délégation de ses représentants ou son anonymat. Il redimensionnait non seulement le rôle du politique mais de chacun en son sein.



Sylvain Thévoz,  
Travailleur social,  
Théologien

### Le socialisme est une défense du vivre ensemble

Le concept de classe a volé en éclats. Un parti qui prétend s'adosser en son nom sur celui-ci repose en vérité sur des principes autres ou sur le vide. Aujourd'hui, le parti socialiste repose sur un principe spirituel qui est la défense du vivre ensemble, et matériel qui est celui de la justice sociale. Ces deux fondements sont gravement menacés par une croissance effrénée. Au-delà des classes et des castes, le socialisme est une épreuve de coexistence sociale face aux entreprises de déconstruction du lien social visant à sa fragmentation et à l'isolement des individus.

L'espérance, cotée en faillite dans les années 90 et la chute du mur de Berlin, est à nouveau en hausse. Inversion de la pyramide de Maslow, il semble bien aujourd'hui que le matériel n'est plus la seule préoccupation du peuple, et que si l'homme ne vit pas de pain seulement, il vit quand même de pain surtout ; mais la manière d'obtenir ce dernier et ce que



© Exem

l'individu y laisse de son humanité est aujourd'hui à prendre au sérieux.

### L'utopie n'est pas une insulte...

Avons-nous saisi l'ampleur des ruptures? Non pas celles de la crise financière™, mineure et devenue objet de vente et de contrôle par la peur mais

de l'opportunité d'une crise spirituelle, éthique, existentielle, ayant coupé l'homme d'un héritage mais le poussant sans cesse à réinventer sa place dans le monde? Nous plaidons ici, attentifs aux cris de la terre, des individus et des corps pour le développement d'une croissance intérieure. Le cri de la crise: nous voulons autre chose autrement, dépasse et englobe le matérialisme, l'entraîne dans un pas chassé de côté. Le repli individuel, tarte à la crème sémantique de la postmodernité est-il opérant? Faut-il vraiment croire que ça ne croit plus? Il faut constater que les grands mythes ont éclaté, et les structures assises de notre société (famille, parti, église), malgré quelques soubresauts, semblent plus mortes ou mortifères que vives ou vivifiantes, si ce n'est dans la réalité de leur action, tout du moins, dans leur cote d'amour et leur visée de constructions possibles.

Néanmoins, on peut se demander si le fameux repli individuel ne serait pas plutôt un désinvestissement massif des structures surannées n'ayant su se renouveler. Ce n'est donc pas l'individu qui a gagné en individualité (puisque ce dernier sait de moins en moins ce qu'il en est de lui et qui il est), mais des formes collectives historiques qui se sont affaïssées et ne cessent maintenant de s'écrouler.

### ...ni la révolution

Le collectif ayant perdu du collectif pour se vider de sa substance, comment continuer de penser le groupe, la communauté, l'ensemble, comment le réactiver à partir de l'individu toujours plus dépossédé de lui-même (aliéné)? Si l'individu perd et continue de perdre, il perd aussi sur une ligne qui lui permet d'espérer être un jour gagnant, c'est-à-dire de grignoter des miettes et de s'en contenter. C'est la fameuse et fallacieuse «win-win theory». Mais ici, ce que l'un gagne, en regard de ce qu'il perd face au gain de l'autre est absolument incomparable. C'est-à-dire que les termes de l'échange sont radicalement inégaux et que si l'on peut avoir l'illusion que les deux fléaux de la balance se maintiennent en équilibre.

Hors, il se trouve que l'un s'appuie sur la plongée de l'autre pour s'élever et que l'autre, s'il ne perd pas (ce qui pour certains est déjà un gain), continue néanmoins d'être soumis, et comble

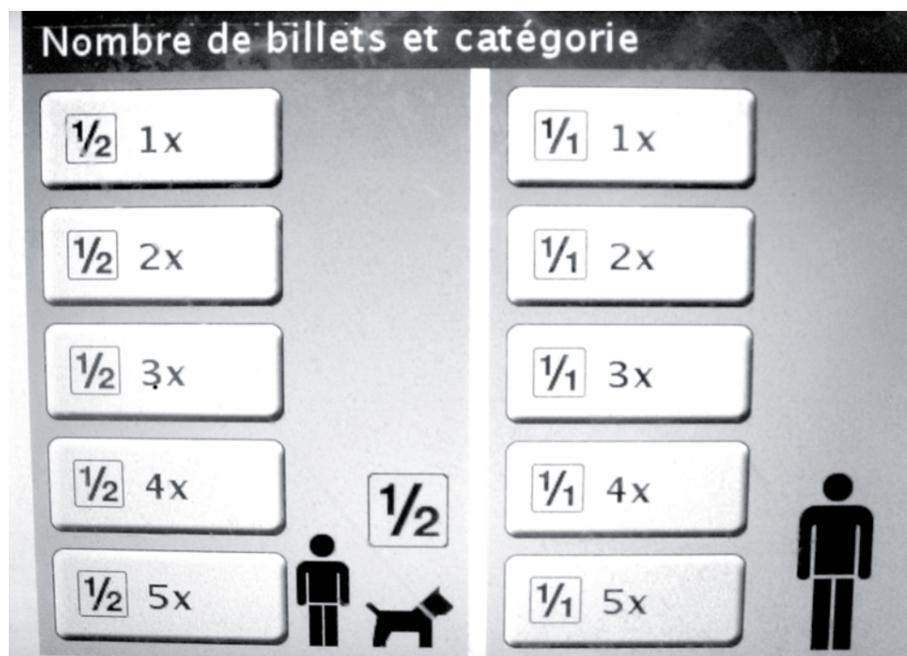
du ridicule de s'en suffire, par manque d'alternatives. Nous aborderons donc, en filigrane de la question de la justice sociale, le nécessaire contenu subversif du socialisme et de son potentiel révolutionnaire (au niveau intime, existentiel, quotidien).

### La vie devance le profit

Chacun, aujourd'hui, est encore conscience sociale. Chacun, myriade et singulier, voyageur, désire ailleurs et autre chose qu'une proposition-bloc pour la masse. Pour cette raison l'existence des maisons de quartier est vitale; celle des bibliothèques, des cafés, des théâtres demeure centrale comme lieux de rencontre à développer envers et contre la spéculation de l'entreprise néolibérale de fragmentation du lien social (PRD™ / PDC™ / UDC™), pour la course au profit unilatéral.

le rôle de traducteur et de facilitateur dévolu à toute expression politique, l'organisme socialiste est un groupe défendant la vie avant le profit, l'orgasme plutôt que la sclérose. La réalisation personnelle plutôt que la spéculation du profit immédiat. Le pouvoir ne se trouve pas dans l'appareil, mais chez chacun.

Une réflexion est en cours concernant la place de l'agriculture dans le canton de Genève, offrons-lui les espaces qu'elle réclame et invitons-là dans la ville. Ce n'est pas là une question de protectionnisme qui est soulevée, mais une question d'éthique et de qualité de vie. A ceux qui seraient tentés d'opposer le principe de réalité au principe d'utopie, il est bon de rappeler que ce n'est pas le monde qui façonne notre langage, mais le langage qui le modèle. Le réalisme



© Sylvain Thévoz

Une ville engorgée de Starbucks™ important ses biens de première nécessité de Chine™ ou de Singapour™ bien que cela augmente son PIB, le ruine. Le populaire est devenu populisme dans les mains de partis politiques intéressés uniquement par leur propre croissance ou par démagogie. Les lignes de front ne sont pourtant pas nationales, mais individuelles face à la masse et l'anomie, et les lignes de solidarité se tissent au travers des appartenances locales. Le nécessaire partage du singulier, l'emporte sur l'enfermement individuel.

### De l'acteur à l'action

La défense du vivre ensemble passe par un redéploiement du sentiment d'appartenance. En jouant ni plus ni moins

peut être pris en otage par un groupe ou par un autre, ce n'est pas cela qui compte. Ce qui importe, au-delà des querelles partisans, ce sont les forces propositionnelles pour une nouvelle société. Cela, pour que chacun soit le véritable bénéficiaire des progrès sociaux et techniques, sociaux et environnementaux. Cela, pour la protection du vivre ensemble, sa pleine diffusion au sein des organismes de son choix, pour les orgasmes de son choix et dans le refus des engorgements. Parce que nous sommes définitivement tous les acteurs de notre propre vie, et que celle-ci doit être pensée à l'abri du temps de l'urgence, dans une perspective incluant l'utopie et le changement social.

Isabelle Brunier

# Historienne, socialiste et amoureuse de Genève

Isabelle Brunier est une historienne passionnée par sa ville et sa région et une fidèle militante du parti socialiste. Cause Commune vous propose la découverte d'un engagement politique fortement ancré à Genève.

Propos recueillis par  
Virginie Keller

**Où es-tu née ?**

Isabelle Brunier : Très loin de Genève, aux Etats-Unis, de parents genevois émigrés là-bas ! Mon père était ingénieur chimiste et ne trouvait pas de travail à Genève, ma mère était téléphoniste aux Nations Unies depuis l'âge de 18 ans et n'avait pas très envie de quitter son pays. Mon père est parti le premier, en 1953, ma mère l'a rejoint et je suis née. Mes trois sœurs m'ont suivie de près. Je suis rentrée en 1960, à quatre ans, déposée chez les grands-parents. L'année suivante, mes parents rentraient.

**Tu as donc grandi à Genève.**

Oui, j'ai commencé par le Petit-Lancy, j'ai fait mon cycle à Onex au Marais, puis le collège Rousseau en latine. Je voulais être archéologue ou médecin pour partir dans les pays en voie de développement.

**Tes parents étaient-ils engagés politiquement ?**

Ils n'étaient pas engagés dans un parti ou une organisation politique, mais « Le Canard enchaîné » côtoyait le « Timem » à la maison et nous parlions souvent de l'actualité politique. Nous avons suivi de près les événements de Mai 1968, par exemple !

**Après la maturité tu continues ta formation ?**

J'ai fait d'abord un grand voyage au Mexique. Au retour, j'ai commencé à travailler bénévolement dans les chantiers de fouilles du Canton, à la Cathédrale et à l'église de Satigny. Je faisais des remplacements et des suppléances au primaire et au cycle d'orientation. A l'Université, j'ai fait les Lettres : histoire, langues et littératures romanes médiévales et sanscrit.

**Et d'où vient ton engagement politique ?**

Dès mon adolescence, j'ai adoré aller aux manifs. La première était pour le premier mai 1971, à l'époque du centre autonome de St-Gervais, je défilais avec le MLE. C'était aussi les 100 ans de la Commune de Paris. Il y avait une ambiance particulière. C'est là que j'ai croisé des socialistes comme Pascal Holenweg, ou René Longet dans les manifs anti nucléaire.

**Tu adhères au parti socialiste ?**

Non, pas tout de suite, je commence à travailler au Service cantonal d'archéologie, et je me marie en 1982, avec un communiste italien. J'ai donc pris la carte du PCI ! Mon fils Timothée naît en 1983 et Féli-



cien son frère en 1986. Je vis à Plainpalais puis aux Acacias et c'est là que je m'engage plus concrètement d'abord au comité de crèche de mes enfants, puis dans l'association du quartier sur les questions de sécurité routière sur le chemin de l'école.

**Tu travailles toujours ?**

Oui, je n'ai jamais cessé. En 1987 je deviens historienne indépendante, et je suis régulièrement mandatée par l'Etat. J'ai surtout travaillé sur l'inventaire des monuments d'art et d'histoire, une série nationale d'ouvrages qui retracent l'histoire monumentale des cantons. C'est à l'époque où Jean Ziegler était fortement attaqué par Nessim Gaon que j'ai décidé de m'engager concrètement, en novembre 1991. J'ai eu envie de le soutenir en adhérant au parti socialiste.

**Tu faisais partie du Groupe de réflexion socialiste (GRS).**

Oui, je me suis engagée plus fortement après le congrès de 1993 et le départ brutal de Christian Grobet. J'ai rejoint le groupe de réflexion socialiste où j'ai côtoyé Andrienne Soutter, Pascal Holenweg, Alberto Velasco, Nils de Dardel et d'autres. On était déçu par le départ de Grobet et puis il y avait clairement deux tendances au parti entre la gauche réformatrice et l'aile gauche du parti. A ce moment là Solidarité s'est créé avec quelques socialistes (certains sont revenus depuis). On cherchait à renforcer les liens avec les associations et les groupements de gauche.

**Tu prends alors plus de responsabilités.**

En 1994 je suis entrée au comité directeur sous la présidence de Micheline Calmy-Rey. J'étais encore très timide. J'étais également

au comité de la section ville lors de la coprésidence de Sami Kanaan et Véronique Pürro. En 1995 je me suis présentée pour la première fois au municipal et j'ai été élue. A cette époque je participe aussi à la sauvegarde de l'Alhambra, puis au comité « Sauvons la rade » contre la traversée de la rade. Au municipal je me suis engagée dans les commissions de l'aménagement et de Saint-Gervais, toujours passionnée par les questions d'aménagement et de patrimoine. J'ai aussi représenté les socialistes pendant 4 ans à la commission des monuments de la nature et des sites.

**Remportes-tu quelques succès politiques ?**

De cette première expérience de mandat électif, je me souviens de l'un de mes combats pour l'abrogation d'un plan localisé de quartier qui devait détruire la rue Jean-Violette et ses alentours. On a réussi à faire voter un nouveau plan et à sauver ce petit quartier ! La restauration douce du quartier de Saint-Gervais fait également partie des dossiers dont je suis fière.

**Et pourtant tu quittes le municipal après une législature ?**

Oui, j'ai voulu faire une pause pour mes fils, c'était l'adolescence et j'avais envie d'être disponible pour eux. Il n'est pas facile de cumuler les activités professionnelles et politiques avec une vie de famille. En 2001 je deviens fonctionnaire à l'Etat, à l'Office du patrimoine et des sites. Pendant ces années, je reste relativement active au sein du parti, au comité de la Ville.

**Et tu décides de retourner dans le parlement municipal ?**

Oui, il y a deux ans j'ai décidé de me représenter au municipal et j'ai à nouveau été élue. Je siège donc à l'aménagement et, en plus, aux travaux. Je retrouve les domaines qui me tiennent à cœur. L'aménagement de la ville ce n'est pas que la création de logements, c'est toute la question des espaces publics dans les quartiers. Cela conditionne la qualité de vie et donc les relations entre les gens. Ce n'est pas qu'une question de densité mais de qualité des projets.

J'ai le sentiment que nous manquons de formation à l'espace public. Il faudrait pouvoir sensibiliser la population et les professionnels au patrimoine. Pourquoi ne pas renforcer le lien entre art et architecture à l'école déjà ? Je regrette évidemment la disparition de la formation d'architecture et d'urbanisme à Genève.

**Fais-tu des liens entre ton métier et ton engagement ?**

Oui, sans cesse l'un nourrit l'autre. Mon métier est en même temps une passion. Je ne m'ennuie jamais, car j'ai toujours des tas d'histoires en tête. Je dirige la prochaine publication de mon service qui traitera des édifices publics et usages publics entre le Moyen Age et le 20<sup>ème</sup> siècle à Genève. Cela parlera des monuments publics dans le périmètre intra-muros de la Vieille Ville. On découvrira bien sûr l'histoire de l'Hôtel de Ville, de l'actuel Palais de justice, du Collège, mais aussi des fontaines, des auberges, des cinémas, des théâtres, des manèges. Cela sera un gros ouvrage de références, il fait suite à trois autres ouvrages sur l'eau, les fortifications et le quartier de Saint Gervais et il sera suivi d'un volume sur les édifices privés.

**On ressent ta passion pour l'histoire de notre ville. Tu la communique aux lecteurs et lectrices de Causes Communes qui te retrouvent à chaque numéro.**

Oui, je me sens très genevoise, très attachée à ma ville et à ma région. Peut-être est-ce dû à mon début de vie comme migrante. Une fois revenue je me suis promis de ne plus repartir ! J'aime la vie dans les quartiers et j'adore écrire et collaborer avec des revues et des journaux pour partager ces histoires du passé qui nous apprennent beaucoup sur notre présent. Quand on fait de la politique, c'est parfois pas mal de prendre un peu de distance.

**Tu viens d'être élue comme cheffe de groupe socialiste ?**

C'est un joli défi. Je n'ai jamais eu de poste de cheffe dans ma vie et je n'aime pas du tout les rapports hiérarchiques. Alors je serai surtout là pour essayer de créer un peu plus de cohésion, et faire collaborer les gens ensemble. Et puis les socialistes doivent travailler avec les partenaires de l'Alternative, on a un lien privilégié avec les autres formations de gauche et avec les verts malgré les désaccords.

**Quel regard portes-tu sur le parti socialiste aujourd'hui ?**

Je me rends compte que j'ai un réel attachement au parti. Je suis de nature fidèle et même si je peux être critique je ne claquerai pas la porte. J'imagine un jour être moins active mais je ne quitterai pas le parti et je n'irai jamais dans un autre parti. Il y a des époques plus ou moins sympa, avec plus ou moins d'énergie, mais c'est un lieu où le débat est possible, où on peut être en désaccord et, en même temps, continuer à s'engager.

**FAUT-IL ÊTRE À LA RUE POUR S'ENGAGER EN FAVEUR DU LOGEMENT SOCIAL?  
FAUT-IL LA PRÉCARITÉ POUR SAVOIR L'IMPORTANCE D'UN FILET SOCIAL SERRÉ?  
FAUT-IL ÊTRE UN OURS POLAIRE POUR AGIR CONTRE LE RÉCHAUFFEMENT CLIMATIQUE?  
FAUT-IL VIVRE SUR MARS POUR AVOIR ENVIE DE PROXIMITÉ?**

**NOUS AVONS BESOIN DE VOUS, DEVENEZ MEMBRE DU PARTI SOCIALISTE:**

**[www.ps-geneve.ch/adhesion](http://www.ps-geneve.ch/adhesion)**